

Les Cahiers de Framespa

e-STORIA

29 | 2018

Les années 1968, la décennie féministe et homosexuelle en région

Dossier : Les années 1968, la décennie féministe et homosexuelle en région

Réflexion sur les liens entre féminisme et « lesbianisme » : la Maison des femmes de Toulouse

*Reflection on the links between feminism and "lesbianism": the Women's House of Toulouse**Reflexión sobre los vínculos entre el feminismo y el "lesbianismo": la Casa de las Mujeres de Toulouse*

JUSTINE ZELLER

<https://doi.org/10.4000/framespa.5126>

Résumés

Français English Español

Il s'agit ici de s'intéresser aux liens entre féminisme et lesbianisme en menant une comparaison entre contextes national et local (Toulouse). Si les militantes féministes (homosexuelles et hétérosexuelles) se réunissent dans le Mouvement de libération des femmes (MLF), un séparatisme lesbien commence à émerger à Paris dès 1971 et dans de nombreuses autres villes au cours de la décennie, jusqu'à la rupture définitive en 1979. Mais à Toulouse aucun groupe lesbien autonome n'a émergé durant la période. Si les militantes de la Maison des femmes (haut lieu du mouvement féministe toulousain) sont en majorité homosexuelles et se disent parfois lesbiennes, elles se considèrent avant tout comme des « femmes aimant les femmes » privilégiant de ce fait les luttes pour les droits des femmes et les réflexions sur « l'identité femme ». Un mouvement lesbien finit par se développer à Toulouse durant les années 1990 avec la création de *Bagdam café* devenue officiellement *Bagdam espace lesbien* en 2001.

It's a matter of taking an interest in the links between feminism and lesbianism by conducting a comparison between the national and local contexts (Toulouse). If the feminist activists (homosexuals and heterosexuals) meet in the Mouvement de libération des femmes (MLF), a lesbian separatism begins to emerge in Paris from 1971 and in many more cities during the decade, until the definitive break in 1979. But to Toulouse no autonomous lesbian group emerged during the period. If the activists of la Maison des femmes (important place of the toulousain women's movement) are homosexual in the majority and say themselves sometimes lesbian, they consider as "women loving women" favoring of this fact the fights for the women's rights and reflections on "woman's identity". A lesbian movement develops in Toulouse during 1990s with the creation of *Bagdam café* become officially *Bagdam espace lesbien* in 2001.

Se trata de examinar los vínculos entre feminismo y lesbianismo comparando los contextos nacionales y locales (Toulouse). Mientras que las activistas feministas (homosexuales y heterosexuales) se unieron en el Movimiento de Liberación de la Mujer (FML), el separatismo lesbiano comenzó a surgir en París en 1971 y en muchas otras ciudades durante la década, hasta la desintegración final en 1979. Pero en Toulouse no surgieron grupos de lesbianas autónomos durante el período. Mientras que las activistas de la Casa de la Mujer (uno de los principales centros del movimiento feminista de Toulouse) fueron en su mayoría homosexuales y a veces se autodenominaron lesbianas, se consideraban sobre todo "mujeres que aman a las mujeres", dando prioridad a las luchas por los derechos de las mujeres y a las reflexiones sobre la "identidad de las mujeres". Un movimiento de lesbianas se desarrolló finalmente en Toulouse durante los años 90 con la creación de Bagdam Café, que se convirtió oficialmente en "Bagdam espace lesbien" en 2001.

Entrées d'index

Mots-clés : Féminisme, Mouvement de libération des femmes, lesbianisme, Toulouse, années 1970.**Keywords:** Feminism, Women's Lib, lesbianism, Toulouse, 1970s.**Palabras claves:** Feminismo, Movimiento de Liberación de las Mujeres, lesbianismo, Toulouse, Anos 1970.

Texte intégral

Introduction

- 1 Si peu de travaux proposent une analyse des rapports de pouvoir et des tensions qui ont constamment travaillés les mouvements gays et lesbiens, il en est de même des études sur les relations entre mouvements lesbiens et féministes¹. Sébastien Chauvin démontre que l'union des mouvements féministes et homosexuels « se construit, se déconstruit et se reconstruit » depuis le début du ^{xx}e siècle. Selon lui, l'existence de ces rapports, d'alliance comme de conflit, suppose le développement dans un même pays et à la même époque de ces deux mouvements ; que « certaines de leurs composantes évoluent dans la même nébuleuse politique et qu'ils partagent un discours général commun » ; enfin, « que le mouvement des femmes se tourne vers des questions ayant trait à la « sexualité » ou à la « vie privée » autorisant de ce fait des intersections – mais aussi des confrontations – avec certaines revendications homosexuelles² ».
- 2 En France, si le féminisme de la première vague refoule la question de l'homosexualité³ et si durant l'entre deux vagues, il



n'existe pas à proprement parler de mouvement féministe⁴ et de mouvement politique homosexuel⁵, des homosexuelles s'investissent aux côtés des hétérosexuelles, dès la fin des années 1960 et le début des années 1970, dans le Mouvement de libération des femmes (MLF)⁶. Il s'agit d'un mouvement féministe autonome et non-mixte qui revendique la réappropriation et la libre disposition du corps des femmes. À Paris, certaines militantes homosexuelles décident de s'investir non pas dans mais aux côtés du MLF, dans le mouvement mixte du Front homosexuel d'action révolutionnaire (FHAR)⁷, mais vite déçues la plupart d'entre elles rejoignent ou rejoignent le mouvement féministe. En effet, la composition du FHAR se fait de plus en plus masculine et comme l'écrit Françoise d'Eaubonne dès le premier bulletin du mouvement : « les femmes sont opprimées en tant que femmes avant de l'être en tant qu'homosexuelles ; les hommes ne sont réprimés qu'en tant qu'homosexuels, jamais en tant qu'hommes⁸ ». Le MLF devient alors « le laboratoire privilégié d'une identité politique nouvelle : le lesbianisme⁹ ». La non-mixité et la sororité favorisent l'émergence « d'une atmosphère nettement homo-érotique¹⁰ » qui donne parfois lieu à des conversions de militantes hétérosexuelles à l'homosexualité ; et l'homosexualité, en tant que choix politique, s'impose de plus en plus au sein du mouvement, « dans un désir d'harmoniser vie privée et convictions militantes¹¹ ».

3 Toutefois, l'homosexualité n'est pas du tout une priorité politique pour le MLF. Au début des années 1970, il favorise les luttes en faveur de la contraception et de l'avortement libres et gratuits¹² et, au fur et à mesure, les lesbiennes sont dans l'incapacité d'exprimer au sein du mouvement leurs vécus, leurs slogans et leurs analyses¹³. En effet, la plupart des « féministes hétérosexuelles, accusées de l'extérieur d'être "toutes lesbiennes" et "mal baisées", craignent [...] que le fait de mettre plus en avant les revendications homosexuelles ne « discrédite » le mouvement¹⁴ ».

4 À Paris, un séparatisme lesbien commence à émerger en 1971 avec l'apparition des Gouines rouges¹⁵, un groupe qui disparaît cependant dès 1973. Deux ans plus tard, des groupes lesbiens commencent à s'organiser dans quelques grandes villes, au sein même du MLF, comme à Paris ou encore à Lyon. Dès la fin des années 1970, c'est la rupture : les critiques de certaines lesbiennes sont vivaces lors d'un meeting parisien organisé en 1979 sur le thème « lesbianisme et féminisme¹⁶ » ; en février 1980, Monique Wittig publie « La pensée Straight » et « On ne naît pas femme » dans la revue théorique *Questions féministes*¹⁷ et les tensions entre hétérosexuelles et lesbiennes sont telles qu'elles provoquent une rupture au sein du comité de rédaction de la revue¹⁸. Lors d'une rencontre organisée par le « Groupe Lesbiennes de Jussieu » en juin 1980, les féministes sont accusées de « collaboration » avec la classe des hommes. En avril 1981, le « Front des lesbiennes radicales » se forme et disparaît dès 1982. Un mouvement de lesbiennes radicales se développe autour de la théorie classe d'hommes – classe de femmes et il est en rupture avec le mouvement dit « hétéro-féministe¹⁹ ». Désormais, le mouvement lesbien, même hors radicalisme, réclame son autonomie. Les lesbiennes développent « une visibilité associative et culturelle²⁰ » : les groupes se multiplient un peu partout en France et plusieurs revues naissent à cette période²¹. Si le début des années 1980 est marqué par l'essoufflement du mouvement féministe, en revanche, c'est une période charnière dans la construction du mouvement lesbien²².

5 Mais à Toulouse, aucun groupe lesbien autonome n'a émergé durant la période. Pourtant, la Maison des femmes, haut lieu du mouvement féministe toulousain ouvert en 1976, est investie par une majorité de militantes homosexuelles qui se disent parfois lesbiennes²³. Comment expliquer qu'elles aillent à l'encontre d'un séparatisme lesbien qui se développe en France dès les années 1970 et le début des années 1980 ? Cette analyse locale rend visible le processus par lequel la Maison des femmes devient à la fois un lieu privilégié du mouvement féministe toulousain et un « contre espace du possible homosexuel²⁴ ». Elle s'appuie sur la presse féministe nationale et locale²⁵, sur les fonds d'archives de la Maison des femmes de Toulouse²⁶ et sur une série d'entretiens réalisés dans le cadre de ma thèse²⁷.

1. Les premières années du mouvement féministe toulousain (1970-1975) : une invisibilisation des revendications homosexuelles

6 À Toulouse, les premiers groupes se réclamant du MLF se forment en 1970-1971. Dans un premier temps, les militantes se réunissent chez les unes, chez les autres, puis un premier local du MLF est implanté au 51 rue Bayard. Le mouvement prend très rapidement de l'ampleur, les militantes choisissent un nouveau local rue des Blanchers. En 1973-1974, le MLF toulousain compterait une soixantaine de militantes²⁸. Dès 1974, les premiers groupes femmes proches de la tendance « lutte des classes » (notamment des réseaux trotskistes) se multiplient dans les quartiers, facultés, lycées, lieux de travail, etc. et viennent diversifier le mouvement féministe local, investi jusque-là par le groupe MLF initial. Lilou, militante des groupes femmes « lutte des classes » de Toulouse, précise que la plupart des filles des groupes femmes seraient hétérosexuelles²⁹, ce qui expliquerait l'absence des revendications homosexuelles.

7 En revanche, il paraît difficile de savoir si les hétérosexuelles sont majoritaires dans le MLF toulousain durant ces années, les questionnements relatifs à l'homosexualité semblent tout aussi inexistantes. Au début des années 1970, comme à Paris, le lesbianisme n'est pas du tout une priorité politique pour le mouvement. Les militantes dénoncent en priorité la politique menée par Valéry Giscard d'Estaing, les rôles qui leur sont imposés par la société et réclament l'information sexuelle, la contraception et l'avortement libres³⁰. Autour de cette dernière revendication, elles fondent un groupe non-mixte appelé « Groupe Contraception et Sexualité » ; puis dès le mois d'avril 1973 certaines militantes du MLF s'investissent dans le Mouvement pour la Liberté de l'Avortement et de la Contraception (MLAC) aux côtés du GIS, de la Ligue communiste et à partir de 1974 du Planning Familial³¹.

8 Pourtant les militantes homosexuelles ne sont pas absentes du MLF toulousain. Dominique, présente dès les premières années du mouvement, se souvient :

Il ne fallait surtout pas donner prise à des regards extérieurs trop critiques. Il y a eu une période que je qualifierais « d'homosexualité très planquée », très secrète, on ne l'ouvrait pas trop. Avec une certaine curiosité des filles hétérosexuelles qui s'interrogeaient là-dessus. Pour moi il y avait une certaine timidité homosexuelle, ça ne me semblait pas être un thème particulièrement intéressant à aborder. La lutte des femmes pour une meilleure répartition des tâches ménagères me paraissait beaucoup plus importante et donc il y avait une tendance à s'oublier et évidemment c'était complètement erroné comme démarche puisque l'important c'était justement d'arriver à tout mettre sur la table. Puisqu'on voulait que le privé soit politique, il fallait que la question de la sexualité émerge bien sûr mais comme c'était l'époque du MLAC et puis de la question du viol et ainsi de suite ... ça paraissait plus important de parler des femmes battues par exemple, [que de l'homosexualité], qui était perçue comme étant vécue par une minorité finalement³².

9 En effet, comme l'explique Brigitte, militante de la Maison des femmes de Toulouse :

Les lesbiennes qui se sont investies dans le MLF étaient avant tout sensibles à la critique radicale des rôles sociaux et sexuels imposés aux femmes, rôles qu'elles-mêmes ne remplissaient évidemment pas. De plus, elles subissaient en tant que femmes, les mêmes sujétions culturelles, politiques et sociales que les hétérosexuelles, la même misogynie. Ce qui faisaient – et fait bien sûr encore – une considérable différence avec les hommes homosexuels. Elles étaient avant tout des *femmes*³³.

10 En réalité, plusieurs militantes homosexuelles ayant participé au développement de la Maison des femmes de Toulouse

s'investissent dans le MLF toulousain uniquement vers le milieu 1970³⁴. Les quelques militantes avec qui je me suis entretenue sont toutes de formation universitaire, acquièrent un capital militant durant la période 68 et s'installent à Toulouse vers le milieu des années 1970³⁵. Elles se rendent au MLF et s'investissent dans la Maison des femmes de Toulouse pour lutter contre l'oppression qu'elles subissent en tant que femmes ; mais certaines d'entre elles évoquent le rôle qu'a pu jouer leur homosexualité dans cette implication. Brigitte explique que :

[son] vécu lesbien a été quelque chose d'important dans [son] implication, dans [son] entrée dans le mouvement des femmes sans [qu'elle] en soit forcément consciente au début [...]. Elle allait vers un monde qui [lui] allait puisque [qu'elle] était attirée par les femmes et non les hommes et [c'était] non mixte³⁶.

11 Marie-Claude précise que « Ce n'est pas l'idéologie qui [l]'a accroché au mouvement, c'est plutôt [sa] libido³⁷ ».

12 Si durant ses premières années d'existence, le MLF – à Toulouse comme à Paris – ne fait pas de l'homosexualité une priorité politique, en revanche dès le milieu des années 1970, l'homosexualité s'impose de plus en plus au sein du mouvement féministe toulousain jusqu'à devenir « une sexualité plus féministe que l'hétérosexualité³⁸ ». La Maison des femmes de Toulouse, ouverte en 1976, devient ainsi un haut lieu du mouvement féministe toulousain investi par une majorité de militantes homosexuelles qui se disent parfois lesbiennes.

2. La Maison des femmes de Toulouse (1976) : la marginalisation des militantes hétérosexuelles

13 En octobre 1976, à l'initiative de quelques militantes de la rue des Blanchers, la Maison des femmes de Toulouse ouvre ses portes au 19 rue des Couteliers. Les militantes souhaitent faire « exister la maison autrement que comme un local de réunions ponctuelles³⁹ ». Dans le premier numéro de la revue *Différence*, elles expliquent qu'à la Maison des femmes :

[elles] y mangent, [elles] y parlent, [elles] y dansent ensemble ; [elles] y discutent, [elles] y bricolent, (elles) y plantent des fleurs ; (elles) font un journal (*La Lune Rousse*), un ciné-club non-mixte dans une salle de la ville, des groupes de réflexion, des ballades en montagne ou à la mer, des réveillons quand arrive le 31 décembre, une braderie permanente, une bibliothèque, une cafétéria [...]⁴⁰.

14 Dès son ouverture, les filles des groupes femmes « lutte des classes » en sont éloignées⁴¹. Les militantes homosexuelles sont majoritaires et certaines d'entre elles se réunissent au sein du groupe de réflexion « Politique et sexualité ». Si toutes les militantes de la Maison des femmes sont en rupture avec les hommes dans leurs démarches militantes, une majorité l'est également, puisque homosexuelles, dans leurs relations intimes. Par conséquent, les discussions relatives aux relations amoureuses et sexuelles entre hommes et femmes sont inexistantes et une véritable tendance « anti-homme » se développe au sein même de la Maison des femmes, en témoignent les slogans bombés sur les murs de la ville comme le très populaire « Quand les femmes s'aiment les hommes ne récoltent pas ». Jacqueline, militante homosexuelle de la Maison des femmes, explique que leur « vécu lesbien se traduisait surtout par un sentiment irrépressible de supériorité existentielle par rapport aux hétéros, sentiment qui dans sa ... condescendance [les] faisait tenir psychologiquement (sinon politiquement) le haut du pavé⁴² ».

15 Certaines militantes tentent également de créer à la campagne des communautés de femmes et/ou se prennent à rêver de terres de femmes. Nicole, militante de la Maison des femmes, s'est rendue durant les années 1970 à *Owl Farm*, une terre de femmes située en Oregon (Etats-Unis)⁴³. Elle publie dans le troisième numéro de la *Lune Rousse* sa correspondance avec Arnica, habitante de *Owl Farm*, afin de faire connaître ces terres de femmes à « toutes ses sœurs françaises⁴⁴ ».

16 De ce fait, une grande partie des militantes hétérosexuelles, se sentant parfois marginalisée voire culpabilisée du fait de leur incapacité à rompre tout contact intime avec les hommes, se réunissent dès 1977 dans le groupe des « Hétérosexuelles momentanément satisfaites de leur sort » qui s'appelle par la suite « Partage ». Une militante du groupe raconte sa création :

Je me sens présente adhérente à la MDF ; présente absente, dans le groupe des « Hétéros momentanément in ou satisfaites de leur sort ». J'ai été dès le départ concernée par ce groupe ; je trouvais inquiétant le silence qui régnait sur « comment on vivait (encore ! ?) avec des hommes ? » ou « pourquoi on les aimait » (encore ...) ou du moins pourquoi certaines femmes (moi) essayaient toujours de façon tragi comique, c'est vrai (parfois), de les rencontrer. Je sentais un peu la création de ce groupe comme en réaction à une tendance « homosexuelle » ou du moins, aux femmes qui ne voyaient plus dans les hommes, que ces ennemis contre lesquels il devenait inutile de gaspiller des forces. Mieux valait les écarter ou s'en écarter. Tendance que je voyais s'ériger en nouvelle norme : preuve ou non de notre radicalité, de la pureté de notre démarche. Et encore avec les/des hommes, pactiser avec eux témoignait de notre inconscience ou de notre aliénation. Je me suis souvent sentie culpabilisée, troublée, indignée, perplexe ... [...]⁴⁵.

17 Lilou, militante des groupes femmes « lutte des classes » de Toulouse, précise que :

La Maison des femmes [lui] apparaissait [au départ] comme un lieu un peu clos où se retrouvaient des sortes de gardiennes sacrées du féminisme. Quelque chose qui devait être préservé au maximum des « souillures » de l'extérieur. Souillures extérieures dans toute forme de compromission avec les hommes : sexuelle et politique⁴⁶.

18 En réalité, les filles des groupes femmes « lutte des classes » y sont tenues/s'en tiennent à l'écart du fait de la tendance « anti-homme » qui s'y développe.

19 Les militantes homosexuelles de la Maison des femmes se nourrissent des textes de Valérie Solanas, d'Adrienne Rich, de Monique Wittig⁴⁷ ; des revues telles que *Questions féministes*, *Quand les femmes s'aiment*, *Désormais*, *Lesbia*, etc. Certaines d'entre elles acquièrent à la Maison des femmes une bonne partie de leur culture lesbienne, elles prennent connaissance des analyses du lesbianisme radical émergent. De ce fait, les militantes hétérosexuelles finissent peu à peu par quitter la Maison des femmes. Martine, membre du groupe des « Hétérosexuelles momentanément satisfaites de leur sort », explique que « Les hétérosexuelles sont parties car ça demandait trop d'énergie, à force [elles] ne trouvaient pas [leur] place [au sein de la Maison des femmes]⁴⁸ ». Selon Brigitte, les hétérosexuelles sont parties car :

À un moment donné, un certain nombre d'entre elles ont eu des enfants, ça prend du temps, et elles n'avaient plus le temps d'être dans ce truc de venir à n'importe quelle heure, n'importe quand. Il fallait qu'elles pouponnent et elles ne pouvaient pas le faire à la Maison des femmes, ça les a aussi éloignées physiquement de ce lieu⁴⁹.

20 En réalité, Martine et Jacqueline, toutes deux mères d'un petit garçon, expriment les difficultés qu'elles éprouvent à les faire accepter à la Maison des femmes. Jacqueline explique que « c'était quand même un problème qu'il soit un garçon car il y avait beaucoup de filles qui nourrissaient un espèce d'ostracisme ou d'hostilité potentielle envers les petits mâles⁵⁰ ». Néanmoins, outre ces départs, certaines militantes qui se pensent ou se pensaient hétérosexuelles entretiennent, grâce à l'émergence d'une atmosphère nettement homo-érotique et/ou par conviction politique, des relations amoureuses avec des femmes : des femmes de la Maison des femmes ; des femmes d'autres lieux féministes locaux, ce qui facilite la circulation entre les groupes malgré



l'existence de divergences théoriques.

21 À la fin des années 1970 – au début des années 1980, très peu de militantes hétérosexuelles sont présentes au sein de la Maison des femmes⁵¹. L'une de ces dernières militantes précise qu'il est devenu extrêmement difficile, voire impossible, de trouver sa place en tant qu'hétérosexuelle :

Il est de plus en plus dur, pour ne pas dire impossible, d'être dans certains lieux du mouvement des femmes en n'étant pas homosexuelle. C'est mon cas. [...] Dans le groupe que je connais, le MLF de Toulouse devenu Maison des femmes, l'homosexualité, d'abord tue il y a dix ans, a commencé à s'exprimer puis à devenir prépondérant. Et à exclure l'hétérosexualité. Ce ne fut pas un acte délibéré et conscient. Mais le résultat est là. On peut s'interroger sur ce phénomène. [...] il ne me semble pas avoir jamais entendu des « hétéros » dire : « Mais comment peut-on vivre avec une femme ! » (Sous entendu : quelle aliénation !). Par contre, combien de fois ai-je entendu l'inverse. Quand on prétend « aimer les femmes » de quel amour s'agit-il donc qui condamne 90 % d'entre elles ? [...] je rends hommage à toutes ces femmes qui dans leur quotidien, luttent tous les jours, et pied à pied, contre l'oppression des hommes. Elles se salissent les mains. Mais ce sont elles qui font bouger les choses, bien plus qu'un ghetto d'homosexuelles qui ronronnent entre elles et ne font pas bouger grand-chose dans la société en général⁵².

22 Des militantes (Marie-Claude, Mimie, Brigitte, Hélène et Anne) publient leurs réponses dans ce même numéro. Une grande majorité d'entre elles expliquent qu'elles ne souhaitent pas être catégorisées en tant qu'homosexuelles ou hétérosexuelles. Selon Mimie, ce sont « des catégories qui sont chères aux pouvoirs et qui réintroduisent l'homme comme référent dans ce qu'elles ont de plus essentiel, leur corps⁵³ ».

23 Ainsi, dès son ouverture, la Maison des femmes de Toulouse est investie par une majorité de militantes homosexuelles. Elles y développent un féminisme radical, une tendance « anti homme », provoquant de ce fait la marginalisation et le départ des militantes hétérosexuelles. Toutefois, la Maison des femmes demeure, jusqu'à sa fermeture en 1982, un haut lieu du mouvement féministe toulousain puisque ses militantes se considèrent avant tout comme des « femmes aimant les femmes ». Elles vont à l'encontre d'un séparatisme lesbien qui se développe en France dès les années 1970 et le début des années 1980.

3. Le développement d'un féminisme radical : la présence d'une majorité de « femmes aimant les femmes »

24 Si les militantes de la Maison des femmes de Toulouse développent un féminisme radical, la majorité des militantes homosexuelles (qui se disent parfois lesbiennes), se considèrent avant tout comme des « femmes aimant les femmes⁵⁴ ». Elles vont à l'encontre des thèses de Monique Wittig qui prétendent que les lesbiennes ne sont pas des femmes : ni économiquement, ni politiquement, ni idéologiquement⁵⁵. Comme le précise Jacqueline, à la Maison des femmes « À la rigueur [elles] se disaient homos pour faire court, mais ça ne [leur] plaisait pas autant que de se dire femmes⁵⁶ ». Elles luttent pour les droits des femmes puisqu'elles sont des femmes avant tout : « Ce qui nous cimentait, ce n'était évidemment pas l'urgence individuelle d'un libre avortement – faible occurrence pour une lesbienne – mais la nécessité d'attaquer par ce biais les prérogatives d'un système politique d'oppression⁵⁷ ». Ses militantes se mobilisent, parfois aux côtés d'autres groupes féministes locaux et nationaux, contre les violences faites aux femmes⁵⁸ ; soutiennent les luttes des femmes menées à l'échelle internationale⁵⁹ ; pour l'avortement libre et gratuit, en soulignant toutefois que « la libération des femmes ne s'arrête pas là⁶⁰ » :



Fonds privé Irène Corradin

© Irène Corradin

25 Le fait que les militantes de la Maison des femmes se considèrent avant tout comme des « femmes aimant les femmes » les amène à mener de véritables réflexions sur « l'identité femme ». Irène précise qu'une volonté s'affirme : celle de répondre à la question « Qu'est-ce qu'une femme⁶¹ ? ». En effet, elles « [détestaient] sans complexe le monde des hommes, et [elles] n'en [avaient] rien à foutre d'être "aussi égales qu'eux"⁶² ». Elles accordent une grande importance aux écritures des femmes ; aux images produites par et pour les hommes et les femmes dans la publicité, l'art et le cinéma⁶³. Un groupe « Images » est créé au sein de la Maison : elles sortent, prennent des photos puis font des expositions⁶⁴. Dès 1977, Marie-France, Irène, Monique et Marie-Thérèse fondent le Ciné-club de la Maison des femmes. Les séances se déroulent un lundi par mois au Cratère (à Saint-Michel) dans la salle de la Fédération des Œuvres Laïques (FOL). Des discussions collectives ont lieu après la projection des films et parfois, lorsqu'il s'agit de films réalisés par des femmes, en présence des réalisatrices. Entre 1977 et 1993 (date de la fin du Ciné-club), une centaine de films ont été projetés⁶⁵, il peut parfois s'agir de films lesbiens. Le Ciné-club de la Maison des femmes participe également à la décentralisation de festivals dont le plus important reste le festival international de film de femmes organisé à Sceaux dès la fin des années 1970.

26 Mais, puisque les militantes de la Maison des femmes sont en grande majorité homosexuelles, elles rencontrent des groupes lesbiens et militent parfois, en tant que groupe féministe, aux côtés des mouvements homosexuels. En avril 1982, elles échangent avec des femmes lesbiennes de Yougoslavie à Genève, une rencontre organisée par le Service d'information lesbien international (ILIS)⁶⁶. En 1981-1982, à l'appel de l'association Femmes accusées d'homosexualité et maternité, la Maison des femmes se mobilise à Lyon, aux côtés de quelques groupes et associations féministes, d'organisations politiques, de mouvements homosexuels tels que le Groupe de Libération Homosexuel (GLH) de plusieurs grandes villes, pour soutenir Evelyne, une jeune femme poursuivie par son ex-mari. Il conteste la garde de leur enfant parce qu'Evelyne est homosexuelle. Dans un communiqué de presse, les différents lieux du MLF à Toulouse, le Planning familial de la Haute-Garonne et la

Confédération nationale des familles dénoncent « le fait que l'homosexualité d'un parent soit considérée comme un facteur de danger moral et psychologique pour les enfants⁶⁷ ». Les militantes toulousaines se mobilisent et se rendent à deux manifestations nationales organisées à Lyon les 12 décembre 1981 et 24 avril 1982 puis se rassemblent devant le Palais de justice le jour de l'audience, le 1er juillet 1982. À l'occasion de ces manifestations, la Maison des femmes diffuse le tract « Nous, Femmes de la Maison des Femmes de Toulouse, sommes ici pour un procès politique ». Selon les militantes, à « Chaque fois qu'une femme n'est plus en position implicitement reconnue de transmettre la loi et la norme patriarcales, elle est DISSIDENTE », l'homosexualité constitue un prétexte pour permettre aux « propriétaires de droit phallique » de « récupérer leur "bien"⁶⁸ ». Elles manifestent également avec des pancartes sur lesquels sont présents quelques slogans :



Fonds privé Irène Corradin

© Irène Corradin

27 Le 8 juillet 1982, le jugement est rendu et c'est une victoire. La Cour d'appel estime qu'aucun motif grave ne peut être retenu. Le père est débouté de sa demande et il n'y a aucune modification de la convention de divorce : ni changement de garde, ni extension du droit de visite. Autrement dit, l'homosexualité n'est pas un motif recevable.

28 Les militantes de la Maison des femmes de Toulouse développent, durant la seconde moitié des années 1970 et le début des années 1980, un féminisme radical – proche du versant essentialiste – et ne souhaitent pas privilégier les revendications propres à leur sexualité puisqu'elles demeurent avant tout des femmes. Pour autant, elles ne sont pas en rupture avec le mouvement homosexuel émergent. Pour une grande majorité d'entre elles, leur investissement se poursuit jusqu'en 1982, date de la fermeture de la Maison des femmes de Toulouse⁶⁹.

Conclusion

29 Si partout en France des groupes lesbiens se créent en réaction à l'hétérocentrisme du MLF, à la Maison des femmes de Toulouse, ce sont les hétérosexuelles qui éprouvent le besoin de se réunir entre elles dans le groupe des « Hétérosexuelles momentanément satisfaites de leur sort » et qui quittent peu à peu la Maison des femmes en réaction à « l'homocentrisme » de cette dernière. Les militantes des groupes femmes se voient reprochées d'être « encore dans des problématiques mixtes, de militantisme avec des hommes⁷⁰ » et en sont rapidement « exclues ». Mais si la Maison des femmes est composée en majorité de militantes homosexuelles qui se disent parfois lesbiennes, ce qui permet de développer un féminisme radical en son sein et ce qui provoque parfois un sentiment de marginalisation et de culpabilisation chez les militantes se sentant hétérosexuelles, elles se définissent avant tout comme des « femmes aimant les femmes ». Elles se mobilisent dans des causes féministes au croisement d'échelles variées et privilégient les réflexions sur l'« identité femme » par rapport aux revendications qui découlent de leur sexualité. Par conséquent, durant la décennie 1970 et le début des années 1980, les militantes toulousaines ont tendance à considérer les luttes entre tendances du MLF ou l'émergence d'un séparatisme lesbien⁷¹, comme des querelles purement parisiennes.

30 Toutefois, un mouvement lesbien finit par se développer à Toulouse durant les années 1990⁷². Si quelques anciennes militantes de la Maison des femmes poursuivent leur engagement au sein du mouvement féministe ; en revanche, d'autres s'investissent dans la création de *Bagdam café*⁷³, qui devient officiellement *Bagdam espace lesbien* en 2001, et finissent par ne plus se définir comme des « féministes lesbiennes » mais comme des « lesbiennes féministes ». Brigitte explique que c'est à la Maison des femmes qu'elle a acquis une bonne partie de sa culture lesbienne, en effet, c'est au sein même du mouvement féministe que « les lesbiennes ont acquis les armes théoriques pour penser leur place dans la société⁷⁴ ».

31 Si la cafétéria associative *Bagdam café* ne s'affiche pas, dès ses débuts, comme une association lesbienne mais plutôt féministe⁷⁵ ; les activités de l'association sont de plus en plus sous-tendues par « l'ambition non seulement de transformer la vie quotidienne des lesbiennes mais aussi d'imposer leur existence citoyenne⁷⁶ », en témoigne le choix du nom *Bagdam espace lesbien*. Toutefois, si l'association finit par se définir comme un lieu militant pour « donner aux lesbiennes force et légitimité », elle se décrit également comme un espace féministe puisque « le lesbianisme ne peut être que féministe⁷⁷ ». Enfin, elle organise, dès l'année 2000, un colloque d'études lesbiennes⁷⁸, de 2003 à 2005, un cycle d'études intitulé « À l'école des lesbiennes » et participe au développement d'un militantisme lesbien de plus en plus culturel avec la création du « Printemps lesbien » organisé chaque année depuis 1996. Le développement de cette association permet à la ville de Toulouse d'être perçue comme un haut lieu du mouvement lesbien à tel point que l'on parle aujourd'hui de « Toulouse lesbopole ».

Notes

1 Christine Bard, « Féminisme », dans Didier Eribon, Arnaud Lerch (dir.), *Dictionnaire des cultures gays et lesbiennes*, Paris, Larousse, 2003, p. 190-193 ; Christine Bard, « Le lesbianisme comme construction politique », dans Éliane Gubin, Catherine Jacques, Florence Rochefort (et

al.), *Le siècle des féminismes*, Paris, Éditions de l'Atelier, 2004, p. 111-126 ; Christine Bard, « Lesbiennes », dans Christine Bard, Sylvie Chaperon (dir.), *Dictionnaire des féministes. France XVIII^e-XXI^e siècle*, Paris, PUF, p. 885-889 ; Marie-Jo Bonnet, « De l'émancipation amoureuse des femmes dans la cité : lesbiennes et féministes au XX^e siècle », *Les Temps Modernes*, mars-avril 1998, n° 598, p. 85-112 ; Brigitte Boucheron, « Introduction à une histoire du mouvement lesbien en France », colloque *Visibilité/invisibilité des lesbiennes*, organisée par la Coordination lesbienne en France (CLF), 19 mai 2007, hôtel de ville de Paris, URL : <http://www.coordinationlesbienne.org/spip.php?article212> ; Sébastien Chauvin, « Les aventures d'une « alliance objective ». Quelques moments de la relation entre mouvements homosexuels et mouvements féministes au XX^e siècle », *L'homme et la société*, 2005, n° 158, p. 111-130 ; Natacha Chetcuti, Claire Michard (dir.), *Lesbianisme et féminisme : histoires politiques*, Paris, L'Harmattan, 2003 ; Natacha Chetcuti-Osorovitz, « Lesbianisme radical », dans Christine Bard, Sylvie Chaperon (dir.), *op. cit.*, p. 883-885 ; Ilana Eloit, « "Le bonheur était dans les pages de ce mensuel". La naissance de la presse lesbienne et la fabrique d'un espace à soi (1976-1990) », *Le Temps des Médias*, n°29, 2017, p. 93-108 ; Ilana Eloit, *Le sujet politique lesbien à Paris : compositions, recompositions et décompositions du sujet féministe (1970-1984)*, Master 2 sous la direction d'Elsa Dorlin, Université Paris 8 Vincennes – Saint-Denis, 2013 ; Jules-France Falquet, « Lesbianisme », dans Helena Hirita, Françoise Laborie, Héléne Le Doare, Danièle Senotier (coord.), *Dictionnaire critique du féminisme*, Paris, Presses Universitaires de France, 2^e édition augmentée, 2004, p. 102-108 ; Catherine Gonnard, « Mouvements lesbiens », dans Didier Eribon, Arnaud (dir.), *Dictionnaire des cultures gays et lesbiennes*, Paris, Larousse, 2003, p. 330-332 ; Claudie Lesselier, « Féminisme, lesbianisme, hétérosexualité », *Politique, la revue*, juillet-septembre 1997, n°5 ; Claudie Lesselier, « Les regroupements de lesbiennes dans le mouvement féministe parisien : position et problèmes, 1970-1982 », dans Groupe d'études féministes de l'université de Paris VII, *Crise de la société, féminisme et changement*, Revue d'en face/Tierce, 1991 ; Massimo Prearo, *Le moment politique de l'homosexualité : Mouvements, identités et communautés en France*, Lyon, Presses Universitaires de Lyon, 2014.

2 Sébastien Chauvin, *art. cit.*, p. 112-113.

3 Christine Bard, *Les féministes de la première vague*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2015.

4 L'immédiat après-guerre est marqué par le développement d'organisations féminines catholiques ou communistes. Voir : Sylvie Chaperon, *Les années Beauvoir : 1945-1970*, Paris, Fayard, 2000.

5 Créé en 1954 par André Baudry, le groupe Arcadie développe la mouvance « homophile » (l'homophile est celui qui éprouve une « attirance affective envers son semblable »). Le groupe a pour objectifs de « Favoriser l'émergence d'une communauté d'homophiles tout en refusant le ghetto, se fonder dans la population sans renoncer à la différence, faire en sorte que les homophiles s'acceptent mieux et les faire accepter des autres » (Olivier Jablonski, « Arcadie : Revue mensuelle et groupe homophiles français (1954-1982) », dans Didier Eribon (dir.), *op. cit.*, p. 39-40, p. 39). Néanmoins il ne comporte presque aucune femme et « isole, sur le plan politique, la question homosexuelle dans une démarche d'intégration et de séduction des pouvoirs publics » (Sébastien Chauvin, *op. cit.*, p. 116).

6 Parmi les quelques femmes qui partent déposer le 26 août 1970 une gerbe de fleurs à la femme du soldat inconnu, un acte qui marque la naissance officielle du MLF aux yeux de l'opinion publique, on retrouve une majorité de militantes homosexuelles. Voir : Christine Bard, *op. cit.*, dans *Dictionnaire des cultures gays et lesbiennes*, p. 190.

7 Suite à la parution du numéro 54-55 de la revue *Partisans* consacré à la libération des femmes (« La Libération des Femmes : Année Zéro », *Partisans*, 1970, n° 54-55, Maspéro), des féministes et des lesbiennes issues pour la plupart d'Arcadie, contactent le MLF en tant qu'homosexuelles et commencent à se réunir entre elles. Elles sont rejointes à partir du mois de février 1971 par quelques gays et le groupe prend le nom de Front homosexuel d'action révolutionnaire (FHAR). Il se réunit fréquemment aux Beaux-Arts et organise des actions choes destinées à faire reconnaître l'homosexualité, à contester la « normalité sexuelle fasciste ». Il dénonce également « le discours de pathologisation de l'homosexualité par les psychiatres ». Voir : Didier Eribon, « FHAR », dans Didier Eribon (dir.), *op. cit.*, p. 194-196.

8 Cité par Sébastien Chauvin, *op. cit.*, p. 119.

9 Christine Bard, *art. cit.*, dans *Le siècle des féminismes*, *op. cit.*, p. 111.

10 Sébastien Chauvin, *op. cit.*, p. 119.

11 Christine Bard, *op. cit.*, dans *Le siècle des féminismes*, p. 115.

12 Voir : Bibia Pavard, *Si je veux, quand je veux : contraception et avortement dans la société française (1956-1979)*, Presses Universitaires de Rennes, 2012.

13 Michèle Larrouy, « Féminisme/Lesbianisme : refus d'une visibilité politique », dans Natacha Chetcuti, Claire Michard (dir.), *op. cit.*, p. 67 - 81, p. 69.

14 Sébastien Chauvin, *op. cit.*, p. 120.

15 Ce groupe d'une cinquantaine de femmes réunit des militantes venues du FHAR et des féministes révolutionnaires. Comme le précise Christine Bard, « L'objectif des Gouines rouges était surtout convivial [...]. Celles qui y ont participé ont effectivement peu de souvenirs de débats ou d'actions. Très informel, le groupe se retrouvait toujours rue Blomet, dans l'appartement d'Évelyne Rochedereux, trop exigu pour accueillir la grosse cinquantaine de « filles » intéressées ». Christine Bard, « Gouines rouges », dans Didier Eribon (dir.), *op. cit.*, p. 227.

16 Certaines lesbiennes « dénoncent leur oppression dans le mouvement : négation, culpabilisation, « pseudo-acceptation », utilisation comme « terrain d'expérience », contrainte au silence au nom des « priorités » ou sous prétexte de « ne pas effrayer la masse des femmes », marginalisation du débat sur la sexualité et séparation du droit à l'homosexualité du combat global pour le droit à disposer de son corps ». Claudie Lesselier, *op. cit.*, p. 94 - 95.

17 Monique Wittig, « La pensée Straight », *Questions féministes*, février 1980, n° 7, p. 45-53 ; Monique Wittig, « On ne naît pas femme », *Questions féministes*, mai 1980, n° 8, p. 75-84. Ses textes viennent d'être récemment republiés : Monique Wittig, *La pensée Straight*, Paris, Éditions Amsterdam, 2013.

18 Le collectif se dissout en octobre 1980. Parmi les féministes matérialistes « orthodoxes » on retrouve Christine Delphy ou encore Emmanuèle de Lesseps. Pour elles, « Les rapports hétérosexuels (sexuels, domestiques, etc.) ne sont pas un site de collaboration mais un lieu de lutte et de confrontation de classe, et la fuite hors de ces rapports, si elle peut apparaître comme une solution individuelle, ne possède rien de supérieurement révolutionnaire ». Voir Sébastien Chauvin, *op. cit.*, p. 121. En 1981, elles recréent la revue *Nouvelles questions féministes*.

19 Les lesbiennes féministes sont accusées d'être des « hétéros collabos ».

20 Michèle Larrouy, *op. cit.*, p. 74.

21 Michèle Larrouy recense l'existence de dizaines de groupes lesbiens : « en région parisienne (Chloé, Aphrodites) ; à Paris (Les Archives Recherches Cultures lesbiennes et le MIEL (mouvement d'information et d'expression lesbienne)) ; à Lille (Paroles de lesbiennes féministes) ; à Nancy (le Ciel) ; à Rennes (Femmes entre elles) ; ainsi qu'à Nantes, Grenoble, Marseille, Besançon, Rouen, Tours, Strasbourg, Aix-en-Provence » ; et l'émergence de quelques revues « comme *Lesbia*, *Amazones d'hier*, *Lesbiennes d'aujourd'hui*, *Masques*, *Vlasta* ». *Ibid.*

22 La presse lesbienne participe à la « construction d'une conscience communautaire » puisqu'elle « permet [...] la structuration d'un espace de socialisation, de politisation et d'expérimentations intimes et littéraires ». Ilana Eloit, *op. cit.*, p. 105.

23 Si l'homosexualité « fait allusion à un ensemble de pratiques sexuelles, amoureuses, affectives, entre deux ou plusieurs personnes de même sexe [...] alors que les femmes et les hommes qui vivent ces pratiques sont structurellement situés-e-s à des places très différentes dans le système patriarcal », le terme « lesbianisme », « s'il peut être utilisé ou revendiqué pour décrire les pratiques individuelles des femmes, fait aussi référence à un ensemble de courant théoriques et de mouvements sociaux qui problématisent ces pratiques. Globalement, le lesbianisme au sens politique peut être considéré comme une critique en actes et une remise en cause théorique du système hétérosexuel obligatoire d'organisation sociale ». Jules-France Falquet, *op. cit.*, p. 102-103.

24 Massimo Prearo, « La construction de la « militance » gaie et lesbienne dans les années 1970 en France », dans Ludivine Bantigny, Fanny Bugnon et Fanny Gallot (dir.), « *Prolétaires de tous les pays, qui lave vos chaussettes ?* ». *Le genre de l'engagement dans les années 1968*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2017, p. 133-142.

25 Pour la presse locale : *La Lune Rousse*, journal de la Maison des femmes de Toulouse (Treize numéros de janvier 1977 aux années 1981-1982) ; *Le journal des groupes femmes* (Un seul numéro est publié en 1977) ; *Différence* (Cinq numéros de février-mars 1980 à février-mars 1980) ; *Des femmes en mouvements Midi-Pyrénées* (Trois numéros du mois de mai 1982 au mois de juillet 1982).

26 Fonds de la Maison des femmes de Toulouse, Archives Municipales de Toulouse, non classé.

27 Une trentaine d'entretiens semi-directifs ont été réalisés avec des militantes de la Maison des femmes de Toulouse, du groupe Psychanalyse et Politique de Toulouse et de Tarbes, des groupes femmes tendances « lutte des classes » toulousains, du Parti Socialiste et des membres du Groupe de recherches interdisciplinaire d'étude des femmes (GRIEF). Projet de thèse : <http://sms.univ-tlse2.fr/accueil-sms/le-labex-sms/jeunes-chercheurs/theses-en-cours/justine-zeller-327858.kjsp?RH=1350981159731>.

28 « Liste des participantes MLF 1973/1974 », fonds privé de Jacqueline Martin, Archives Municipales de Toulouse, non classé.

29 Lilou Cohen, « Le mouvement des femmes à Toulouse ... », *La revue d'en face*, juin 1979, n°6, p. 47-49, p. 47.



30 « Pour quoi c'est comme ça ? », tract issu du fonds privé de Monique Haicault, Archives Municipales de Toulouse, non classé ; « Comment les femmes utilisent-elles leur droit de vote ? », tract issu du fonds privé de Monique Haicault, Archives Municipales de Toulouse, non classé ; « Quoi ! ? Des femmes en grève ... », tract issu du fonds privé de Monique Haicault, Archives Municipales de Toulouse, non classé.

31 Voir : Céline Mathieu, *Les mouvements pour la liberté et la gratuité de l'avortement et de la contraception à Toulouse de 1970 à 1974*, mémoire sous la direction de Djamilia Amrane et Agnès Fine, Toulouse, Université de Toulouse II-Le Mirail, UFR Histoire, histoire de l'art et arts plastiques, 1995.

32 Entretien avec Dominique Larroque-Laborde, réalisé le 18 novembre 2016.

33 Brigitte Boucheron, *op. cit.*

34 On peut citer par exemple Brigitte Boucheron, Jacqueline Julien, Marie-Claude Flous, Marie-France Brive ou encore Irène Corradin.

35 Voir également Irène Corradin, « Brigitte Boucheron », dans Christine Bard (dir.), *Dictionnaire des féministes. France XVIII-XXI^e siècle*, Paris, PUF, 2017, p. 188-190 ; Laure Ortiz, « Marie-France Brive », *op. cit.*, p. 213-215 ; Irène Corradin, « Jacqueline Julien », *op. cit.*, p. 784-786.

36 Entretien avec Brigitte Boucheron, réalisé le 16 janvier 2015.

37 Entretien avec Marie-Claude Flous, réalisé le 1^{er} juin 2015.

38 Entretien avec Dominique Larroque-Laborde, réalisé le 18 novembre 2016.

39 *Différence*, avril 1979, n° 1, p. 7.

40 *Idem.*

41 Brigitte Boucheron se souvient que les militantes de la Maison des femmes « leur [ont] demandé de quitter la Ligue ou de quitter les mecs parce qu'elles étaient encore dans des problématiques mixtes, de militantisme avec des hommes. [...] et évidemment [les filles des groupes femmes] ont refusé ». Entretien avec Brigitte Boucheron, réalisé le 16 janvier 2015. Dès 1977, les groupes femmes ouvrent le Centre des femmes au 8 rue Borios.

42 Jacqueline Julien, « A Toulouse : Du féminisme lesbien au lesbianisme féministe. Mon histoire de lesbienne racontée à une lesbienne qui avait 15 ans quand j'en avais 30 », dans Natacha Chetcuti, Claire Michard (dir.), *op. cit.*, p. 49-66, p. 52.

43 En effet, « En Oregon, durant le dernier quart du XX^e siècle, des terres ont été acquises par des femmes qui voulaient changer leurs vies et désiraient s'affranchir des valeurs de la société dans laquelle elles étaient élevées. Résolument féministes, ayant fait le choix du lesbianisme, elles allaient chercher à réaliser leur utopie en créant, selon la formule de Michel Foucault, des hétérotopies : des microsociétés tournées vers un nouvel art de vivre, une nouvelle culture dans un contexte qui assurerait leur sécurité. La majorité d'entre elles étaient de jeunes adultes d'une trentaine d'années qui venaient de découvrir et de révéler leur homosexualité ». Françoise Flamant, *Women's Lands : construction d'une utopie, Oregon, USA 1970-2010*, Donnemarie-Dontilly, Éditions iXe, 2015, p. 13.

44 « Le pays des femmes », *La Lune Rousse*, n° 3, p. 28-36.

45 Auteure inconnue, « Historique du groupe des « Hétérosexuelles momentanément satisfaites de leur sort » », fonds privé Martine Audras.

46 Lilou Cohen, *op. cit.*, p. 47.

47 Adrienne Rich, « La contrainte à l'hétérosexualité et l'existence lesbienne », *Nouvelles Questions Féministes*, 1981, n°1, p. 15-43 ; Valérie Solanas, *SCUM*, Paris, La Nouvelle Société, coll. « Olympia », 1971 ; Monique Wittig, articles cités.

48 Entretien avec Martine Audras, réalisé le 22 avril 2015.

49 Entretien avec Brigitte Boucheron, réalisé le 16 janvier 2015.

50 Entretien avec Jacqueline Julien, réalisé le 2 février 2015.

51 Selon les témoignages, elles ne seraient plus que deux.

52 Nicole, « Peut-on démontrer qu'il n'y a pas de contradiction entre être dans un mouvement de femmes non-mixte et faire changer les hommes ? », *La Lune Rousse*, Hiver 80-81, n°11, p. 41-45, p. 41-42.

53 Mimie, « Affirmations, exclamations », *Ibid.*, p. 53-54, p. 53.

54 À cette époque, peu de militantes de la Maison des femmes se disent lesbiennes, elles emploient souvent les termes « homosexuelle » ou « femme aimant les femmes ». Mais peu importe le terme employé puisqu'elles ne se revendiquent pas en tant que lesbiennes ou homosexuelles, elles sont des femmes avant tout. Toutefois, Dominique évoque les tensions qui existent entre les « politiques » et les « pas politiques » : « Brigitte, pour moi, elle symbolise un peu ces femmes qui disaient : « Il faut qu'on reste à l'abri, il faut qu'on reste entre nous ». [...] Avec quelques autres, on disait : « Non il faut être dans le monde, il faut être dehors ». Il y a toujours eu ces tensions entre les politiques, les pas politiques, on s'est disputées sur ces sujets ». Entretien avec Dominique Larroque-Laborde, réalisé le 18 novembre 2016.

55 Monique Wittig, articles cités.

56 Jacqueline Julien, *op. cit.*, p. 51.

57 *Idem.*

58 Par exemple, dans la nuit du 30 avril au 1^{er} mai 1981 la première manifestation de nuit est organisée à Villeneuve-sur-Lot pour lutter contre le viol (numéros de cirque, flambeaux, chansons, etc.). Le 1^{er} mai 1981, lendemain de la manifestation de nuit, les filles se réunissent chez une habitante de Villeneuve-sur-Lot. Elles discutent ensemble, projettent des films et réfléchissent en petits groupes.

59 Par exemple, le 19 mars 1979 les militantes de la Maison des femmes manifestent pour soutenir les femmes iraniennes puisque le pouvoir religieux en place leur impose le port du tchador. Sur les pancartes, on peut lire des slogans tels que : « Qui a dit ? « La femme doit avoir un voile sur la tête en signe de sujétion à cause des anges ». Saint Paul ? L'Ayatollah ? Monsieur Dupont ? Réponse : Saint Paul » ; « On fait taire les femmes en Iran : la contre-révolution commence » ; « Des pères fondateurs, des pères protecteurs, de la foi de nos pères, du Saint-Père, de Dieu le père. BON DIEU, DELIVRONS-NOUS ».

60 Par exemple, les militantes de la Maison des femmes manifestent à Toulouse le 23 octobre 1982 en faveur du remboursement de l'IVG. En effet, le gouvernement socialiste annonce le 20 octobre 1982 sa décision de déposer à l'Assemblée nationale un projet de loi autorisant le remboursement partiel de l'IVG par la sécurité sociale. La loi est votée le 31 décembre 1982.

61 « À Toulouse aussi des femmes ... dans le Mouvement de Libération des Femmes ... des années 1970 à aujourd'hui », exposition réalisée par Irène Corradin et présentée le 8 mars 2012 à l'espace des Diversités et de la Laïcité à Toulouse.

62 Jacqueline Julien, *op. cit.*, p. 53-54.

63 À Toulouse, le groupe Psychanalyse et Politique apparaît uniquement à la fin des années 1970, il installe son local au 15 rue Croix Baragnon. Si les militantes de la Maison des femmes sont proches du versant essentialiste, elles sont en conflit avec les militantes du groupe puisqu'elles s'opposent à leur fonctionnement et au dépôt de l'association en 1979. Voir « L'effet Psych et Po », *La Lune Rousse*, n° 9-10, juin 1980, p. 49-57.

64 Un laboratoire photo est aménagé au sein même de la Maison.

65 « Programmation du Ciné-club de la Maison des femmes », dans Jessica Ibres, *op. cit.*, p. 231-241.

66 L'ILIS est créé en 1977 à Amsterdam. En avril 1982, elles se réunissent sous le slogan « Droit à l'asile pour les lesbiennes de tous les pays ».

67 « Appel à une manifestation nationale à Lyon le 12 décembre 1981 », communiqué de presse issu du fonds de la Maison des femmes de Toulouse, Archives Municipales de Toulouse, non classé.

68 « Nous, Femmes de la Maison des Femmes de Toulouse, sommes ici pour un procès politique », *Ibid.*

69 La Maison des femmes ferme ses portes en décembre 1982 – le lieu est déclaré insalubre et doit être fermé sur ordre municipal – mais l'association perdure jusqu'en 1985. Suite à cette fermeture, de nombreuses militantes ne s'investissent plus dans l'association. Pour expliquer ce désengagement, certaines évoquent la victoire de François Mitterrand aux élections présidentielles de 1981, la fatigue ressentie, etc. Ceci fait l'objet d'une analyse plus détaillée au sein de ma thèse.

70 Entretien avec Brigitte Boucheron, réalisé le 16 janvier 2015.

71 Par exemple le schisme interne à *Questions Féministes*.

72 En juin 1986, une rencontre est organisée à Toulouse entre abonnées du magazine *Lesbia*, dans le but de « réunir des femmes isolées [...] qui sont dans l'ignorance les unes des autres » en région Midi-Pyrénées (« Un repas-rencontre des abonnées de *Lesbia* en Midi-Pyrénées », *Lesbia*, n°43, octobre 1986, p. 8). Voir : Ilana Eloït, art. cit., p. 99.



73 Le bar associatif *Bagdam Cafée* ouvre ses portes en mai 1989 au 4 rue Delacroix.

74 Brigitte Boucheron, « Introduction à une histoire du mouvement lesbien en France », *op. cit.*

75 Voir : Isabelle Vallet, *Bagdam Cafée : naissance et développement d'un lieu lesbien à Toulouse (1989-2000)*, mémoire sous la direction de Djamilia Amrane et Sylvie Chaperon, Toulouse, Université de Toulouse II-Le Mirail, UFR Histoire, histoire de l'art et arts plastiques, 2003.

76 Voir <http://www.bagdam.org/bagdam.html>.

77 Jacqueline Julien, « A Toulouse : Du féminisme lesbien au lesbianisme féministe. Mon histoire de lesbienne racontée à une lesbienne qui avait 15 ans quand j'en avais 30 », *op. cit.*, p. 49.

78 Colloque national d'études lesbiennes, *Mémoires, langages, sexualités, Toulouse, 13-14 mai 2000*, Toulouse, Bagdam Espace Édition, octobre 2000 ; Colloque européen d'études lesbiennes, *La grande dissidence et le grand effroi, Toulouse, 13-16 avril 2001*, Toulouse, Bagdam Espace Édition, juin 2001 ; Colloque international d'études lesbiennes, *Le sexe sur le bout de la langue, Toulouse, 29 mars-1er avril 2002*, Toulouse, Bagdam Espace Édition, septembre 2002 ; Colloque international d'études lesbiennes, *Fureur et jubilation, Toulouse, 9-12 avril 2004*, Toulouse, Bagdam Espace Édition, octobre 2005 ; Colloque international d'études lesbiennes, *Tout sur l'amour (sinon rien), Toulouse, 14-17 avril 2006*, Toulouse, Bagdam Espace Édition, 2006 ; Colloque international d'études lesbiennes, *L'arme du rire, Toulouse, 11-13 avril 2009*, Toulouse, Bagdam Espace Édition, octobre 2009.

Table des illustrations

	Légende Fonds privé Irène Corradin
	Crédits © Irène Corradin
	URL http://journals.openedition.org/framespa/docannexe/image/5126/img-1.jpg
	Fichier image/jpeg, 68k
	Légende Fonds privé Irène Corradin
	Crédits © Irène Corradin
	URL http://journals.openedition.org/framespa/docannexe/image/5126/img-2.jpg
	Fichier image/jpeg, 453k

Pour citer cet article

Référence électronique

Justine Zeller, « Réflexion sur les liens entre féminisme et « lesbianisme » : la Maison des femmes de Toulouse », *Les Cahiers de Framespa* [En ligne], 29 | 2018, mis en ligne le 01 octobre 2018, consulté le 28 février 2023. URL : <http://journals.openedition.org/framespa/5126> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/framespa.5126>

Auteur

Justine Zeller

Justine Zeller est doctorante en histoire contemporaine au sein du laboratoire FRAMESPA (UMR 5136). Sa thèse, dirigée par Sylvie Chaperon, est consacrée au développement du Mouvement de libération des femmes (MLF) en Midi-Pyrénées et à la structuration d'un « espace de la cause des femmes » à l'échelle régionale. zeller.justine@hotmail.fr

Articles du même auteur

Introduction au dossier : Les années 1968, la décennie féministe et homosexuelle en région [Texte intégral]

Paru dans *Les Cahiers de Framespa*, 29 | 2018

Ludivine Bantigny, Fanny Bugnon, Fanny Gallot (dirs.), « Prolétaires de tous les pays, qui lave vos chaussettes ? ». Le genre de l'engagement dans les années 1968, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2017, 259 p. [Texte intégral]

Paru dans *Les Cahiers de Framespa*, 25 | 2017

Colloque international « Sexologie européenne, approches historiques et sociales » [Texte intégral]

Laboratoire FRAMESPA, UMR 5136, Toulouse, juin 2016 (Sylvie Chaperon, coord.)

Paru dans *Les Cahiers de Framespa*, 22 | 2016

Droits d'auteur



Creative Commons - Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International - CC BY-NC-ND 4.0

<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/>

